



Le ministre chinois de l'Éducation, Huai Jinpeng, en compagnie de la conseillère d'Etat vaudoise Isabelle Moret et du président de l'Académie suisse des sciences techniques, Benoît Dubuis (tout à droite), lors d'une visite au «hub d'innovation» UniverCité à Renens, le 23 mars 2026. (MARK HENLEY)

FRÉDÉRIC KOLLER

Huai Jinpeng est l'un des 205 membres permanents du 19e Comité central du Parti communiste chinois, l'instance suprême du pouvoir à Pékin. Le 23 mars, celui qui est par ailleurs ministre de l'Éducation était reçu à Berne par son homologue et président de la Confédération, Guy Parmelin, pour une visite de courtoisie axée sur le thème de la formation professionnelle. La veille, ce diplômé en informatique était de passage à l'EPFZ, et le lendemain à l'EPFL et à l'Université de Genève. Un déplacement de trois jours qui atteste de liens très développés entre la Suisse et la Chine dans le domaine académique. Mise en veilleuse durant la lutte contre le covid, cette coopération devrait être redynamisée. C'est du moins le souhait de Pékin.

Après sa rencontre avec le conseiller fédéral, Huai Jinpeng prenait la route de Renens pour visiter le «hub d'innovation» UniverCité, créé par la Fondation Inartis, où il a été accueilli par les autorités vaudoises. Après un échange de cadeaux avec la ministre de l'Économie, Isabelle Moret, le représentant du Comité central a fait un exposé devant une petite salle de représentants du monde de la recherche et de l'économie. Dans sa présentation intitulée «Haute éducation: opportunités et défis», il a fait part des ambitions chinoises en matière d'innovation, thème central du 15e plan quinquennal tout juste adopté par le parlement chinois. Son but: faire de la Chine un leader des nouvelles technologies, des sciences de la vie au quantique en passant par l'intelligence artificielle d'ici à 2035.

#### «Partenariat stratégique innovant»

Le progrès scientifique, selon Huai Jinpeng, a démarré en Italie, au XVIe siècle. Son centre de gravité s'est ensuite déplacé au Royaume-Uni (XVIIe), en France (XVIIIe), en Allemagne (XIXe), puis aux Etats-Unis et en Europe au XXe siècle. Le XXIe n'est pas encore déterminé. Au vu des chiffres documentant les progrès chinois (10 à 15 universités chinoises dans le top 100, selon les études), on comprend que c'est au tour de la Chine de prendre le relais. Le ministre conclut: il est temps d'insuffler une nouvelle dynamique au «partenariat stratégique innovant» établi il y a dix ans entre les deux pays. Il a ensuite visité des ateliers et laboratoires de l'incubateur de start-up durant une trentaine de minutes avant de monter dans un minibus sans

# La Chine, bonne élève malgré les soupçons d'espionnage

**ÉCHANGES** Depuis plusieurs années, le Service de renseignement de la Confédération met en garde contre l'espionnage chinois, y compris en milieu académique. La Suisse reste pourtant très ouverte aux collaborations avec Pékin, comme en atteste la récente visite de son ministre de l'Éducation, Huai Jinpeng. Un travail d'équilibriste

prendre de question de l'unique journaliste présent. Destination? La Fédération internationale du sport universitaire à Lausanne. Changchun, dans le nord-est du pays, accueillera les prochaines Universiades d'hiver en 2027.

«La Chine se développe à une vitesse vertigineuse. On continue souvent de la percevoir comme «l'atelier du monde», alors qu'elle s'est déjà imposée comme un centre d'innovation. Elle forme aujourd'hui un vivier impressionnant de talents. Dans le seul domaine de l'ingénierie, ce sont environ 1,5 million d'ingénieurs qui sortent chaque année de ses universités, soit près de 100 fois plus qu'en Suisse», explique Benoît Dubuis, président de l'Académie suisse des sciences techniques, qui a accompagné le ministre lors de son déplacement de Renens. «Cette dynamique change profondément les équilibres en matière de recherche, de développement et de capacité d'exécution à l'échelle mondiale. Il est essentiel de soutenir et d'encadrer les échanges internationaux afin de préserver notre capacité d'innovation et de maintenir notre compétitivité.» Après le choc DeepSeek, qui atteste de la maîtrise chinoise de l'IA, entre autres, l'attrait des chercheurs chinois n'a fait que croître.

Combien sont-ils en Suisse? Selon les données de l'Office fédéral de la statistique, 3599 étudiants de nationalité chinoise (contre 3836 l'année précédente) étaient inscrits dans les universités en Suisse au cours de l'année académique 2025-2026, et 551 (contre 640 l'année précédente) dans les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques, indique le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'in-

novation (Sefri). Les chercheurs chinois s'intéressent principalement aux sciences naturelles et à l'ingénierie. «La Suisse et la Chine s'efforcent de relancer les activités d'échange qui ont diminué pendant la crise du Covid-19», indique son porte-parole, Martin Fischer. Aucune nouvelle bourse bilatérale n'a toutefois été annoncée lors de la rencontre à Berne avec Huai Jinpeng. Les hautes écoles suisses accueillent plus de 78 000 étudiants internationaux en 2024. Les Chinois sont le quatrième groupe le plus important après les Allemands, les Français et les Britanniques.

Leuba, et plusieurs représentants académiques, Huai Jinpeng a notamment pu discuter du partenariat avec l'Université Tsinghua, la plus réputée de Chine.

#### Cas concrets le plus souvent passés sous silence

Cette relance des échanges académiques s'inscrit pourtant dans un climat sensiblement différent de celui qui présidait à la relation bilatérale il y a une dizaine d'années. Depuis plusieurs années, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) alerte en effet sur les risques d'espionnage qualifiés d'«élevés». «La Chine et

l'espionnage chinois. Interpellé, le Ministère public de la Confédération indique ne pas pouvoir fournir de statistiques. «Dans le domaine de l'espionnage, nous nous trouvons dans une zone de tension permanente entre les exigences de la poursuite pénale et l'intérêt public tout aussi justifié, explique son porte-parole, Maximilian Tikhomirov. Il s'agit de soupeser en tout temps chacune de ces deux revendications divergentes et partiellement contradictoires.» Et de conclure: «L'espionnage est par définition un domaine où il est particulièrement important de pouvoir garder le secret sur certaines enquêtes.» En d'autres termes, au nom de la raison d'Etat, et du maintien des relations, les cas concrets d'espionnage sont le plus souvent passés sous silence.

#### Travail de sensibilisation auprès des rectorats

Le SRC mène toutefois un travail de sensibilisation «en particulier dans les universités, les hautes écoles et les instituts de recherches». En 2025, une trentaine de programmes ont été menés auprès de rectorats ou de facultés. Un engagement qui se poursuit en 2026. Ce sont les hautes écoles qui sont responsables de mettre en place les mesures de sécurité adaptées. Un groupe de travail a ainsi été créé et coordonné par Swissuniversities. Un premier rapport rendu en novembre 2025 présente une stratégie nationale pour la protection des données sensibles. Il s'articule sur trois axes, explique sa porte-parole, Martina Weiss: sensibilisation, amélioration des cadres réglementaires et coordination nationale. «Ce rapport, adopté par la Conférence suisse

des hautes écoles, va être suivi de mesures de mise en œuvre. Cette approche s'appliquerait indépendamment du pays concerné.»

«L'Université de Genève demeure vigilante face aux risques d'espionnage, tout en veillant au respect de la liberté académique et de recherche», indique sa porte-parole, Luana Nasca. «L'EPFL a pris une série de mesures pour prévenir l'espionnage et l'utilisation abusive des informations dans le domaine de la cybersécurité, des contrôles d'accès des étudiants et des chercheurs invités, ainsi que des mesures de sensibilisation à ces risques au sein de notre communauté», ajoute pour sa part Corinne Feuz. L'EPFZ, fin 2024, a identifié 23 «pays à risque» pour la sécurité. Les étudiants de 17 établissements chinois font ainsi l'objet d'un contrôle renforcé en raison d'un possible usage militaire de leurs recherches.

#### Pas de liste noire

En 2024, un rapport d'Amnesty international indiquait par ailleurs que les étudiants chinois et leurs proches en Chine pouvaient être soumis à des menaces ou du harcèlement de la part de Pékin afin de s'assurer de leur loyauté ou pour relayer le point de vue du régime. Ce qui peut conduire à de l'autocensure. Les étudiants chinois peuvent ainsi être sollicités par leurs autorités, y compris en Suisse, pour tenir des stands de propagande, comme on a pu le voir au sein de l'ONU à Genève en marge du Conseil des droits de l'homme, ou être mobilisés contre dirigeants chinois de passage en Suisse, comme ce fut le cas lors de la venue du premier ministre Li Qiang en 2024. En 2019, l'ambassadeur de Chine en Suisse, Geng Wenbing, était pour sa part intervenu devant les étudiants chinois, au sein de l'EPFZ, à l'occasion du 70e anniversaire de la République populaire pour les inciter à «lire le rapport du président Xi Jinping au XIXe congrès du Parti. Lisez-le attentivement et aussi souvent que possible.» Huai Jinpeng a-t-il rencontré des étudiants chinois lors de son séjour? Sollicitée, l'ambassade de Chine n'a pas répondu.

«Le succès de la Suisse repose avant tout sur son ouverture et son attractivité, souligne Benoît Dubuis. Tenant compte du contexte géopolitique en évolution, la Suisse a intégré les enjeux liés à la sécurité des connaissances en privilégiant une approche fondée sur l'évaluation des risques. Elle fait ainsi le choix de ne pas établir de listes noires, mais d'analyser les situations au cas par cas. Une approche trop restrictive risquerait d'entraîner une perte d'attractivité pour les talents, de fragmenter les réseaux scientifiques et d'affaiblir durablement notre compétitivité.» Il rappelle par ailleurs que le risque d'appropriation induite de connaissances sensibles constitue «un enjeu global». Une façon de dire qu'il n'y a pas que la Chine qui espionne. C'est parfois aussi le fait de «pays amis». ■

# 3599

Selon les données de l'Office fédéral de la statistique, 3599 étudiants de nationalité chinoise étaient inscrits dans les universités en Suisse au cours de l'année 2025-2026.